

Les crédits

Nous comprenons enfin au Canada ainsi que dans les provinces, qu'il n'y a qu'un seul contribuable en fait. Il n'y en a qu'un, et cela ne fait aucune différence que les impôts soient perçus au niveau fédéral, provincial ou municipal. C'est toujours la même personne qui paie la note. En fin de compte, c'est elle et sa famille qui paient le prix, si les recettes fiscales en question ne sont pas dépensées judicieusement.

• (1740)

C'est l'erreur que nous commettons au Canada depuis 25 ans. Je pense que c'est l'ancien ministre des Finances qui a le mieux expliqué la situation il y a six mois environ lorsqu'il a déclaré que, durant les 100 premières années d'existence de notre pays, nous avons vécu de nos ressources—et personne ne prétendra le contraire—, mais qu'au cours des 25 dernières années, nous avons vécu à crédit.

La chose incroyable dont nous nous rendons compte en tant que gouvernement, quel que soit notre parti, c'est que nous ne pouvons vivre à crédit. En fin de compte, le prix à payer est énorme lorsqu'on s'endette pour assurer les services. C'est ce que nous avons fait au Canada jusqu'à maintenant, quelle que soit notre allégeance politique.

Si nous avons commis une erreur en tant que parti, monsieur le Président, après notre arrivée au pouvoir en 1984, c'est probablement de nous en être rendu compte trop tard. J'ignore au juste si la population était prête à l'époque à accepter les mesures que nous devons prendre en tant que gouvernement pour assainir les finances publiques, mais elle l'est enfin, car nous avons donné l'exemple dans cette enceinte à partir du premier jour où j'ai été élu ici.

Je pense que nous tous ici présents avons été la première génération de politiciens à avoir été élus en 1988 et à ne pas être retournés dans nos circonscriptions avec un chéquier sur nous pour régler tous les problèmes de la circonscription, comme l'ont fait les politiciens du pays au cours des 25 dernières années. Un problème surgit? On signe un chèque. Cela rapportera au gouvernement. Comment a-t-on réglé les problèmes des circonscriptions au cours des 25 dernières années? En signant des chèques. C'était le gouvernement qui payait.

Nous avons fini par nous rendre compte que toutes ces bonnes intentions avaient un prix. Le gouvernement s'est retrouvé avec une dette énorme. Les gouvernements provinciaux aussi. Ce qui est intéressant, c'est que le NPD de l'Ontario se rend enfin compte de l'effet que

cette énorme dette a sur la capacité du premier ministre à régler les choses chez lui.

D'ici une semaine ou deux, quand Bob Rae. . .

Une voix: Qui?

M. Thompson: . . .ou pour être plus exact, Bob Rae et son ministre des Finances présenteront le budget et quand ils devront faire face à la réalité, nous, les fédéraux, aurons l'air tout petits à côté d'eux, à cause des énormes difficultés auxquelles ils ne peuvent plus échapper. Ils ne peuvent éviter la dure réalité.

Bob Rae va devoir faire le même genre de choses que le premier ministre de ma province a dû faire hier. Il ne voulait pas plus le faire que je ne le voudrais le faire ou que Bob Rae ne veut le faire, mais comme on dit, c'est la vie. C'est la réalité. On ne peut plus y échapper.

Ce qui est intéressant, c'est que les gouvernements, dans un sens, sont le reflet de la société. Il y a une drôle de chimie qui s'opère et qui fait en sorte que tout finit par s'arranger. Par exemple, si l'on compare la dette du gouvernement canadien au produit intérieur brut, quel pourcentage obtient-on? Elle en représente environ 80 p. 100. En d'autres termes, quand on compare la dette à la valeur totale de tous les produits et services qui sont achetés et vendus et tout ce que produit le Canada, on arrive bel et bien à la marque de 80 p. 100, ce qui est très élevé.

L'équation au niveau provincial, municipal et fédéral est toujours d'environ 80 p. 100. Il est intéressant de noter que, dans le secteur privé, la proportion est à peu près la même. On retrouve presque toujours le même chiffre. L'autre élément intéressant que présente cette équation, c'est qu'au niveau individuel, quand on considère la dette de chaque consommateur au Canada, la proportion est encore la même.

Les gouvernements en sont arrivés à oublier d'où venait l'argent des impôts, de sorte que, depuis 25 ans, ils continuent de dépenser excessivement. Le premier ministre, les premiers ministres de toutes les provinces canadiennes et leurs gouvernements se sont finalement rendu compte qu'il leur fallait contrôler la situation. Peu importe le parti ou la province, NPD de la Colombie-Britannique ou libéral de Terre-Neuve, les premiers ministres d'un océan à l'autre ont finalement décidé qu'il fallait collaborer pour pouvoir revenir à la réalité. S'il nous faut réduire des services ou augmenter les impôts pour remettre les choses dans l'ordre, nous le ferons. C'est ce que disent les premiers ministres. Cela n'a rien à voir avec la politique, mais cela concerne bien la réalité. Voilà précisément ce que fait ce gouvernement.